

Le devenir total de capital : l'université comme lieu d'accumulation du capital humain

ERIC MARTIN ET MAXIME OUELLET

Ainsi donc, camarades, si nous voulons remédier à la pénurie d'hommes et obtenir que notre pays dispose de cadres suffisants, capables de faire progresser la technique et la mettre en action, nous devons savoir avant tout apprécier les hommes, apprécier les cadres, apprécier chaque travailleur pouvant être utile à l'œuvre commune. Il faut enfin comprendre que de tous les capitaux précieux dans le monde, le plus précieux et le plus décisif ce sont les hommes, les cadres. Il faut comprendre que dans les conditions actuelles, « les cadres décident de tout ».
Joseph Staline, *L'homme, le capital le plus précieux*, 1935.

C E TEXTE vise à analyser les transformations qui s'opèrent au sein des institutions universitaires dans le contexte de la crise structurelle dans laquelle le capitalisme est plongé depuis plus d'une quarantaine d'années. Cette crise s'inscrit au cœur même d'une des contradictions centrales du capitalisme qui repose sur le fait qu'en même temps que le Capital a besoin du travail vivant pour se valoriser, la dynamique d'accumulation nécessite de remplacer le travail humain par des machines. Dans ce texte, nous montrerons comment le Capital cherche à dépasser cette contradiction en modifiant la nature du savoir, de la connaissance et de l'être humain, pour en faire un investissement productif dont la rentabilité serait mesurable.

À travers l'analyse de l'idéologie propagée par l'une des principales institutions internationales, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il s'agira de voir en quoi celle-ci cherche à relancer le capitalisme en déployant un bagage conceptuel visant à brancher directement les universités sur la dynamique d'accumulation du capital. Nous soutenons que cette transformation pilotée dans les officines de l'OCDE a pour principal objectif de produire un « Homme nouveau », un individu se définissant comme un entrepreneur de lui-même tel que décrit par la théorie néolibérale du « capital humain¹ ».

1: Gary Becker, *Human Capital. A Theoretical and Empirical Analysis*, Chicago, University of Chicago Press, 1964.

La transformation technocratique de l'université et la subjectivité entrepreneuriale qui l'accompagne s'inscrivent dans le passage d'un capitalisme libéral vers un capitalisme organisé où la planification conjointe de la part des entreprises et de l'État vient remplacer la médiation des rapports sociaux par le biais du marché. Comme le soulignait Ernest Mandel : « Ce n'est plus la production "d'honnêtes hommes", de bourgeois cultivés, c'est-à-dire d'individus aptes à juger et à trancher raisonnablement et rigoureusement – ce qui correspond aux besoins du capitalisme de la libre concurrence –, mais celle de salariés intellectuellement très qualifiés, qui est devenue la tâche essentielle de l'enseignement supérieur dans le troisième âge du capitalisme¹. »

Nous montrerons dans cet article comment les mutations du capitalisme contemporain qui se caractérisent par la mondialisation, la financiarisation et la marchandisation du savoir s'accompagnent d'une transformation institutionnelle au sein des universités. Suivant l'analyse développée par le théoricien de l'économie politique internationale Robert W. Cox, il est possible de soutenir que cette transformation s'inscrit dans un processus de transnationalisation de l'État. Cette notion vise à illustrer comment, dans un contexte de mondialisation de la production, l'État devient une courroie de transmission de la mondialisation économique². Selon Cox, l'État se transnationalise dans la mesure où les agences ministérielles dominantes – finance, cabinet du premier ministre – jouent un rôle majeur dans l'adaptation des politiques intérieures aux conditions de fonctionnement de l'économie mondiale. Si les théoriciens de l'économie politique internationale d'inspiration néogramscienne ont analysé le rôle des ministères à vocation économique dans le processus de transnationalisation de l'État, ils ont négligé cependant les profondes mutations des ministères de l'Éducation. Bien que leurs activités paraissent limitées à l'espace national, ces ministères se transnationalisent également dans le contexte d'une « économie globale du savoir ». Plus précisément, nous verrons que c'est au sein de l'OCDE que la volonté de l'*overclass*³ financière et managériale⁴ de soumettre les systèmes

1. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Tome 2, Paris, Union générale d'éditions, 1976, p. 94.

2. Robert W. Cox, *Production, Power and World Order. Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press, 1987, p. 253-254.

3. L'*overclass* correspond à la classe dominante dans le capitalisme postlibéral qui se caractérise par la séparation entre la propriété et la gestion des moyens de production. Selon Marx : « C'est alors que, personnage superflu, le capitaliste disparaît du processus de production et seul subsiste le fonctionnaire ». Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, Paris, Gallimard, 1968, p. 1711. Selon Jacques Mascotto, « ... c'est ce qu'on appelle l'*overclass*. Il comprend, outre ces héritiers des grandes familles et ces hauts dirigeants, les classes salariées supérieures exerçant une fonction dirigeante au sens large – avocats, experts, consultants, éditorialistes, etc. – gagnant entre 80 000 \$ et 200 000 \$ en moyenne par année et formant la constellation savoir-pouvoir-contrôle ». « *L'overclass et son imaginaire* », *Relations*, n° 703, septembre 2005.

4. Au sujet des nouvelles classes managériales transnationales, voir Kees van der Pijl, *Transnational Classes and International Relations*, London, New York, Routledge, 1998 ;

nationaux d'éducation à la domination de la raison de la valeur abstraite est élaborée de la manière la plus cohérente.

L'OCDE et l'arrimage de l'éducation à l'économie

Les travaux de l'historien des politiques d'éducation de l'OCDE, George Papadopoulos¹, permettent d'illustrer comment la massification de l'enseignement supérieur, puis le développement d'instruments de mesure et de contrôle de l'offre de programmes sont motivés dès l'après-guerre par une volonté de tayloriser l'utilisation des ressources humaines (capital humain) pour maximiser la croissance de la valeur. Ce programme, initié par une OCDE largement financée par les États-Unis, a pour objectif d'utiliser la démocratisation de l'enseignement supérieur comme levier de la planification économique capitaliste.

En augmentant le nombre d'universitaires et en arrimant la formation, principalement dans les domaines technoscientifiques, aux exigences de la croissance, en développant des outils d'évaluation et de mesure, l'objectif est d'optimiser les prévisions quant à la formation et à l'allocation des ressources humaines² dans le but de maximiser la croissance du Capital. Cela veut dire qu'on ne peut plus laisser le « facteur résiduel³ » qu'est l'éducation en dehors des plans et calculs qui anticipent sur la croissance : il faut l'intégrer entièrement dans la stratégie d'accumulation.

L'OCDE procède par émulation, c'est-à-dire qu'elle sollicite la participation volontaire, puis produit des analyses qu'elle diffuse aux ministres de l'Éducation des pays membres tout en encourageant un climat d'opinion favorable dans les pays membres. L'OCDE participe insidieusement au cadrage des *problèmes* que vivent les pays et à la définition de *solutions* qui percolent depuis l'instance internationale jusque dans les administrations locales.

Dans le cas de l'éducation, le *problème* survient avec la nécessité de reconstruire l'Europe de l'Ouest et d'y relancer l'économie après la Deuxième Guerre mondiale. L'Organisation européenne de coopération économique (OECE) est mise en place pour distribuer l'aide fournie par les États-Unis, notamment à

et Leslie Sklair, *Sociology of the Global System*, Hertfordshire, Harvester Wheatsheaf, 1991.

1. Ancien directeur adjoint responsable à l'éducation à la Direction des affaires sociales de l'OCDE.
2. On découvrira qu'il est très difficile d'anticiper réellement les besoins de formation, ce qui conduira tout simplement à valoriser le développement de la polyvalence, de l'adaptabilité, de la créativité et le recyclage continu. Cet « apprentissage » permet de former des humains « sans qualité » (Robert Musil) qui n'ont pas de contenu, et sont donc polymorphes et infiniment réusables. George Papadopoulos, *Education, 1960-1990, the OECD perspective*, OCDE, Paris, 1994.
3. Le terme « résiduel » renvoie au fait qu'auparavant la formation du capital variable (main d'œuvre) n'était pas pleinement prise en compte dans les plans d'optimisation de la croissance. L'OCDE estime qu'il faut se saisir de ce « résidu » qu'est l'éducation et l'intégrer pleinement dans les calculs de rationalisation.

travers le Plan Marshall (12 milliards de dollars). L'organisation dépasse bien vite son mandat initial et cherche à augmenter la production, moderniser les équipements industriels et instaurer le libre-échange. L'article 8 de sa Charte est particulièrement intéressant : il incite les États à développer une utilisation optimale de leur force de travail (*manpower*)¹, spécialement le personnel technique et scientifique, le tout pour augmenter la productivité. C'est à partir de ce moment que le « facteur humain » dans l'accroissement de la production deviendra l'une des préoccupations centrales des décideurs occidentaux.

C'est ce qui explique que dans les décennies subséquentes l'emphase sera mise sur la formation et la recherche dans les domaines liés au développement technoscientifique, une visée que reprendra l'OCDE lors de sa création en 1961. Pour atteindre cet objectif, il faudra mettre en branle « des changements majeurs dans l'éducation générale et universitaire et dans la formation² ». Le *Sputnik shock* viendra aiguillonner le processus : **on craint que l'Union soviétique ne développe une qualité de personnel technique et scientifique et un système d'éducation capable de mettre en péril l'hégémonie états-unienne³**. La planification de l'éducation de masse devient alors l'un des enjeux de la Guerre froide. Pour battre de vitesse les Soviétiques dans la planification de l'utilisation du capital humain, émuler le modèle américain est rapidement « devenu une part de l'ordre du jour caché, et parfois explicite des politiques d'éducation et des politiques scientifiques des pays les plus avancées d'Europe qui étaient membres de l'OCDE⁴ ».

La planification requiert le développement d'instruments de mesures, de collectes de données sur les besoins anticipés en ressources humaines sur le long terme. Il faut pour cela cultiver dans la population une sympathie et un intérêt pour les statistiques comparatives en éducation (c'est ce que font actuellement les classements des écoles dédiés aux parents). Le champ de « l'économie de l'éducation », auquel on peut associer des noms comme ceux d'Edward Denison ou Gary Becker, s'est développé autour de ces objets d'étude. Le constat général de départ est que la croissance démographique limitée de la population active et le plafonnement de l'investissement dans le capital fixe (ex : machinerie) nécessitent le développement d'un savoir permettant une maîtrise et un contrôle plus serré des apprentissages de la force de travail afin de maximiser la « croissance des *outputs*⁵ », c'est-à-dire d'accumuler le maximum de survalueur.

L'OCDE cherche aussi à développer dans la population et chez les jeunes une culture favorable à l'enseignement des sciences et des technologies, en les présentant comme des instruments de prospérité individuelle et collective. L'objectif est d'augmenter la fréquentation de l'enseignement supérieur, ce qui en

1. Papadopoulos, *op. cit.*, p. 21-22.

2. *Ibid.*, p. 23.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 28.

5. *Ibid.*, p. 32.

retour exige des investissements significatifs dans les infrastructures (bâtiments, laboratoires, équipements, etc.). C'est pourquoi l'argument initial selon lequel « il sera impossible de remplir les besoins accrus en matière de force de travail nécessaire à la croissance de l'économie sans étendre le bassin de recrutement des talents »¹ a été reformulé sous forme d'un discours voulant que « chaque individu ait le droit d'accéder à l'éducation »² et à des mesures pour concrétiser la démocratisation de l'accès. Pour combler les besoins en matière de « capital humain » qualifié, il fallait susciter chez les populations le désir d'accéder à la formation supérieure en la présentant comme un droit. Cette opération permet d'enrôler le désir³ des classes populaires, et de leur faire intérioriser les impératifs de la poursuite de la valorisation capitaliste.

Une grande partie du travail de l'OCDE a été de rendre désirable cette massification-instrumentalisation de l'enseignement supérieur et le développement d'outils de mesure en présentant l'opération comme la concrétisation ou l'élargissement d'un « droit à l'éducation » pour les populations, sans trop préciser explicitement que le *contenu* et la *finalité* de l'éducation n'étaient plus la transmission de la culture, mais la stimulation de la croissance au moyen de la technique et de la science. Tout le problème viendra par la suite du fait que l'université conservera malgré tout une relative part d'autonomie et qu'on y trouvera encore des disciplines traditionnelles pour cohabiter avec les nouveaux programmes au service du capital. L'étape suivante, motivée par les chutes de productivité des années 1990⁴, sera de parachever la mutation et d'inféoder totalement l'offre de programmes aux injonctions des organisations économiques et des marchés, de telle sorte que plus aucune contradiction interne n'empêche la mise en boucle cybernétique et fluide du sous-système de la formation avec celui de la valorisation.

Les travaux de Papadopoulos nous permettent bien de montrer en quoi la défense de « l'accès » ou du « droit à l'éducation » ne suffisent pas : le véritable problème concerne la nature du savoir et la finalité que l'on cherche à imposer à l'université dans la société, c'est-à-dire servir d'auxiliaire pour la valorisation du Capital. À moins de remettre en question cette finalité, le problème restera entier.

La gouvernance des universités à l'ère néolibérale

Bien que l'idée de mettre en relation l'éducation et l'économie chemine tranquillement entre les années 1945 et 1970, les systèmes nationaux d'éducation jouissent tout de même d'une autonomie relative vis-à-vis du marché⁵. C'est à partir des années 1970, dans la foulée de la contre-révolution néolibérale,

1. *Ibid.*, p. 33.

2. *Ibid.*

3. Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir, servitude*, Paris, La Fabrique, 2010.

4. Voir plus bas sur l'assurance qualité.

5. Christian Laval *et al.*, *La nouvelle école capitaliste*, Paris, La Découverte, 2011, p. 216.

qu'apparaît la volonté de brancher directement l'éducation sur l'économie en modifiant la nature même du savoir. À ce moment seulement, il sera possible de transformer les institutions d'éducation postsecondaire en lieu d'accumulation du capital. Afin de comprendre le rôle central que jouera l'OCDE dans la production d'un nouveau régime normatif concernant la gouvernance des établissements universitaires, il faut rappeler en quoi consistent les fondements épistémologiques de la connaissance dans l'optique néolibérale.

C'est Friedrich Hayek, dans un article intitulé « The use of knowledge in societies¹ », qui posera les jalons du nouveau statut de la connaissance dans la société de marché. Selon Hayek, le problème économique fondamental n'est pas, comme chez les auteurs libéraux classiques, celui de l'équilibre du marché dans un contexte d'adéquation parfaite entre l'offre et la demande, mais plutôt celui de l'utilisation de l'information dans un contexte d'incertitude. La thèse de Hayek vise principalement à discréditer toute possibilité de planification économique en montrant qu'il est impossible pour une institution centralisée, un État, de connaître l'ensemble des informations détenues par les divers agents économiques, qui sont ici conçus comme des entrepreneurs d'eux-mêmes. La révolution épistémologique engendrée par le néolibéralisme a ainsi consisté à modifier la représentation symbolique du marché : d'un lieu de distribution de la richesse dans la société, le marché devient un lieu de production et de circulation de l'information. Dans ce contexte, la seule information pertinente est celle qui trouve une application pratique dans le marché. Plus précisément, si la conception moderne du savoir était associée à la capacité de compréhension synthétique des phénomènes sociaux, le néolibéralisme réduit le savoir à une information et évacue sa dimension culturelle au profit de sa dimension « tacite ». Le savoir « tacite » consiste en la capacité instinctive des individus à transformer leurs comportements en fonction des informations communiquées par leur environnement, c'est-à-dire par le système des prix. Par le biais d'un processus d'abstraction, la dimension culturelle du savoir constitutif de la réflexivité humaine est amputée, ce qui rend possible son échange marchand. Le fétiche de la valeur-savoir réduit ainsi le savoir au statut d'information-marchandise. Sa valeur se mesure désormais par sa capacité à réduire les incertitudes qui découlent du fait que le marché est en constant déséquilibre. Pour le formuler autrement, seules les informations qui réduisent les incertitudes sont communiquées, donc valorisées.

Ces transformations épistémologiques associées au régime normatif néolibéral induisent une nouvelle rationalité cybernético-communicationnelle qui s'ancre dans la pratique de la gouvernance des universités. Les réflexions de l'OCDE sur la gouvernance des universités s'inspireront notamment des thèses néolibérales sur la nouvelle gestion publique². Dans la nouvelle gestion publique

-
1. Friedrich Hayek, « The use of knowledge in societies », *American Economic Review*, vol. 35, n° 4, septembre 1945, p. 519-530.
 2. À ce sujet, voir OCDE, « Évolution des modes de gouvernance dans l'enseignement supérieur », dans *Analyse des politiques d'éducation*, édition 2003.

s'opère une convergence entre les théories de la gouvernance et la nouvelle conception néolibérale du savoir. Selon le néolibéralisme, c'est la complexité – qui provient de la division sociale du travail et de la dispersion des connaissances – qui empêche toute forme d'intervention politique collective visant à réguler les interactions sociales. Hayek appréhende ainsi le marché comme une organisation autorégulée qui produit de l'ordre grâce à l'ajustement mutuel des diverses entités économiques individuelles dans un réseau d'interactions nommé *catallaxie*¹. Selon cette perspective cybernétique, l'ordre ne dépend plus d'unités fixes dont les intérêts sont définis par des identités qui existent de manière apriorique. Il résulte plutôt d'un processus complexe impliquant une transformation continue des sujets qui se connectent/déconnectent constamment des réseaux sociaux et du pouvoir. Reprenant les principes cybernétiques issus de la doctrine néolibérale, la pratique de la gouvernance vise à implanter des mécanismes de pilotage, de contrôle et de rétroaction afin d'assurer l'ordre autorégulé. Ces mécanismes garantiraient le maintien de l'autorité de manière plus flexible que les mécanismes rigides du modèle bureaucratique et hiérarchique propre à la modernité politique².

La théorie de la gouvernance vise justement à éliminer les anciennes contraintes institutionnelles qui empêchaient les universités de devenir un lieu d'accumulation du capital. Comme aux premiers stades de déploiement de la logique d'accumulation, notamment celui de l'accumulation primitive décrite par Marx³, il s'agit d'une part de dissoudre les institutions hiérarchiques qui protégeaient l'individu des aléas du marché (les corporations de métiers, par exemple), et d'autre part de dissoudre l'ancien régime « communiste »⁴ de production du savoir fondé sur le modèle de la « science ouverte », pour le remplacer par un régime d'appropriation privée du savoir. La théorie de la nouvelle gestion publique vise ainsi à calquer le mode de gouvernance des universités sur celui des entreprises financiarisées. C'est le paradigme de la finance organisationnelle, qui se fonde sur la théorie des marchés efficients qu'on retrouve au cœur du mode de fonctionnement des marchés boursiers, qui servira d'assise théorique pour transformer la gouvernance des universités. Le noyau conceptuel de la gouvernance financiarisée repose sur la théorie de l'agence qui consiste à légitimer le retour en force du contrôle des actionnaires dans la gestion des firmes.

-
1. Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté. (vol 3) L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995 [1979].
 2. À ce sujet, voir Max Weber, « La domination légale à direction administrative bureaucratique », dans Roger Tessier et Yvan Tellier, *Théories de l'organisation. Personnes, groupes, systèmes et environnement*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1991, p. 23-32, <http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/weber_max.html>.
 3. Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, Paris, PUF, 1993, p. 803-857.
 4. « Communisme » désigne ici le savoir en tant que « bien commun ». Robert Merton définissait l'éthos de la science à l'ère fordiste à partir des principes suivant : communisme (gestion de la connaissance comme bien commun), universalisme, désintéressement, intégrité morale et scepticisme organisé. Voir aussi Laval *et al.*, *op. cit.*, p. 58.

Dans ce nouveau paradigme, la firme n'est plus représentée par la figure classique de l'entrepreneur. Elle est plutôt décomposée en un ensemble de contrats liant les différentes parties prenantes (fournisseurs de capitaux, salariés, clients, fournisseurs) regroupés sous la fiction juridique qu'est la société anonyme par actions. La théorie de l'agence vise ainsi à revaloriser l'actionnaire comme acteur principal contre les dirigeants dans le contexte de la montée en puissance des investisseurs institutionnels dont la fonction est de maximiser les bénéfices provenant de l'épargne salariale. Elle postule qu'étant donné que les dirigeants possèdent un poste de contrôle au sein de l'organisation, ceux-ci détiennent des informations privilégiées qui les poussent nécessairement à prendre des décisions en leur faveur contre celle des actionnaires. Les actionnaires quant à eux sont considérés comme les *principaux*¹ dans cette relation d'agence, puisqu'ils mettent à la disposition de la firme de la liquidité, ce serait donc sur eux qu'en principe reposerait le risque financier².

On assiste ainsi à un détournement du pouvoir au sein de l'entreprise en faveur des actionnaires. La gouvernance managériale était associée au modèle d'entreprise de type *stakeholder*, qui résultait d'une confrontation négociée et institutionnalisée entre les diverses parties prenantes (les actionnaires, les managers salariés, les représentants des salariés et l'État). Au contraire, la nouvelle gouvernance actionnariale, de type *shareholder*, repose sur l'absence de contre-pouvoir interne au sein de l'entreprise.

Ce nouveau mode de gouvernance fonctionne selon les « normes de la valeur actionnariale », qui répondent à la propension des actionnaires à rechercher la liquidité et les rendements maximaux à court terme³. Les actionnaires cherchent à augmenter leur emprise sur les activités des firmes afin d'assurer l'augmentation maximale de la valeur actionnariale. Cela implique une « extériorisation du contrôle », c'est-à-dire que ce sont les actionnaires qui sont considérés comme les principaux propriétaires de la firme, et non les diverses parties prenantes (les managers et les salariés). C'est pourquoi le paradigme de la gouvernance universitaire, qui se veut un calque du modèle actionnarial, insiste sur la mise en place

1. Dans la théorie de l'économie de l'entreprise, le « principal » désigne celui envers qui est majoritairement redevable l'entreprise.

2. À ce sujet, voir Roland Pérez, *La gouvernance de l'entreprise*, Paris, La Découverte, 2003, et Michel Aglietta et Antoine Rébérioux, *Dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel, 2004.

3. Les investisseurs « considèrent les entreprises comme des actifs financiers dont il faut optimiser le rendement, mesuré par le fameux ROE (*return on equity*). La rémunération du capital exigée par les investisseurs est fonction de normes internationales de rentabilité (*benchmarking*), généralement fixées par les analystes financiers spécialisés par branche d'activité. Ces normes diffèrent d'un secteur à l'autre; elles correspondent très largement aux "conventions boursières" décrites par Keynes, c'est-à-dire à des croyances du marché à un moment donné sur le rendement financier à attendre d'un domaine d'activité ». El Mouhoub Mouhoud et Dominique Plihon, *Le savoir et la finance*, Paris, La Découverte, 2009, p. 139.

de conseils d'administration dont les membres seraient indépendants : la fonction et l'objectif de l'université, tout comme celle de l'entreprise, ne sont plus de produire une valeur d'usage, ou du savoir pour le savoir, mais visent plutôt la maximisation de la valeur boursière.

L'économie fondée sur le savoir est directement reliée au régime d'accumulation financiarisé puisqu'il s'agit essentiellement d'une économie fondée sur les actifs immatériels, c'est-à-dire sur la production de brevets, la gestion des marques de commerce et la recherche et développement¹. Les nouvelles formes d'accumulation fondées sur les actifs intangibles ont eu des effets importants sur la restructuration des universités. De fait, les entreprises soumises à la contrainte des normes de la valeur actionnariale sont incitées à réduire leurs investissements risqués, comme les dépenses en recherche et développement. On assiste depuis le début des années 1990 à un processus d'externalisation des investissements en R et D, qui a notamment pris la forme d'ententes partenariales entre les entreprises privées et les universités. Le processus est appuyé par l'État, qui met en place des mesures législatives sur la propriété intellectuelle. Par exemple, aux États-Unis, le *Bay-Dohle Act*, mis en place afin de stimuler la production de savoirs commercialisables, a notamment permis de commercialiser et de privatiser les résultats de recherches qui ont été financées publiquement².

Soucieux de demeurer compétitifs au sein d'une économie du savoir globalisée, la plupart des États, dont ceux du Canada et du Québec, ont fortement incité les universités à produire des recherches qui pourraient intéresser les entreprises privées et générer des brevets. Les politiques publiques en matière de financement de la recherche se sont directement inspirées des travaux d'un consultant de la Banque mondiale, Michael Gibbons, qui prétend que, dans l'économie du savoir, le « mode de production » [*sic*] de la connaissance doit être transformé. Le savoir traditionnel était produit dans les universités selon un modèle qualifié de « hiérarchique », reposant sur le débat au sein de la communauté scientifique qui déterminait la validité des connaissances en vertu d'un critère de vérité. Le nouveau « mode de production du savoir » préconise de déhiérarchiser la production du savoir dans la mesure où ce n'est plus la communauté scientifique qui doit juger de la validité des connaissances. C'est plutôt la capacité des connaissances à trouver une application pratique dans l'environnement extérieur (l'économie) qui devient le critère déterminant leur validation³. Michael Gibbons, dans un rapport intitulé *Higher Education Relevance in the 21st Century* soutient notamment que les universités, pour demeurer pertinentes au XXI^e siècle, devront se soumettre aux besoins du développement

1. À ce sujet, voir Maxime Ouellet, « Le travail en mutation », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 7, 2012.

2. Fabienne Orsi et Benjamin Coriat, « The new role and status of intellectual property rights in contemporary capitalism », *Competition & Change*, vol. 10, n° 2, juin 2006, p. 162-179.

3. Michael Gibbons *et al.*, *The New Production of Knowledge*, London, Sage, 1994.

économique : « La pertinence deviendra quelque chose qui devra être démontré, non seulement une fois, mais sur une base continue. Les impératifs économiques vont tout balayer sur leur passage et si les universités ne s'adaptent pas, elles seront surpassées¹. »

Dans le contexte d'une économie du savoir, l'OCDE favorise l'application du mode de gestion des entreprises financiarisées au sein des universités. L'entreprise devient alors le *shareholder* principal qui exerce un pouvoir externe sur l'université afin de la soumettre à ses finalités propres. Selon l'OCDE : « L'introduction de représentants du monde extérieur dans les instances chargées d'assurer la gouvernance de l'enseignement supérieur avait en partie pour but d'intégrer un plus grand nombre de personnalités ayant une expérience dans le monde de l'industrie ou du commerce et, par là même, de renforcer les liens avec l'économie et améliorer l'efficacité interne². » Pour ce faire, il s'agit de dissoudre l'ancien mode de fonctionnement collégial sur lequel reposait historiquement la gouvernance des universités en transférant les pouvoirs qui résidaient initialement au sein des départements vers l'appareil bureaucratique. Ce modèle de gouvernance universitaire suppose un appareil complexe de contrôle, de mesures (audits) de surveillance et de gestion de la propriété intellectuelle, qui exige l'embauche d'un grand nombre de salariés et de gestionnaires, formant ainsi une nouvelle bureaucratie de contrôle qui entraîne des coûts supplémentaires pour l'institution³.

Dans une optique d'économie d'entreprise, la gouvernance actionnariale postule que dans un monde où prévalent des informations imparfaites et des contrats incomplets, le conseil d'administration, agissant au nom de la défense des intérêts des actionnaires, pourrait encadrer la direction et contrôler les frais de gestion au moyen de contrats basant la rémunération des dirigeants sur les *résultats*⁴. L'application de ce modèle entraîne une transformation du rôle des recteurs. Ceux-ci ne sont plus appelés à défendre l'intégrité de l'institution publique⁵, mais à défendre le positionnement stratégique des universités dans le marché concurrentiel. Comme le remarque Christian Laval : « Les présidents d'université, dont le rôle s'apparente à celui d'un voyageur de commerce, sont jugés avant tout en fonction de leur capacité à lever des fonds⁶. » La mise en concurrence des universités, préconisée par le modèle de la gouvernance, qui

1. Traduction libre, Michael Gibbons, *Higher Education Relevance in the 21st Century*, Washington, World Bank, October 1997, p. 2.

2. OCDE, «Évolution des modes de gouvernance dans l'enseignement supérieur», dans *Analyse des politiques d'éducation*, édition 2003, p. 79.

3. Eric Martin et Maxime Ouellet, *La gouvernance des universités dans l'économie du savoir*, Montréal, IRIS, 2010.

4. D'où la rémunération en *stock options*, qui est sensée lier l'intérêt du manager à celui des actionnaires.

5. Le mot recteur vient de la formule latine *Primus inter pares*, qui signifie premier parmi les égaux.

6. Christian Laval, *L'école n'est pas une entreprise*, Paris, La Découverte, 2004, p. 55.

prend la forme d'une concurrence pour attirer les clientèles des investissements publics et privés, est au centre de cette reconversion majeure du rôle des recteurs.

Les tenants de cette restructuration institutionnelle prétendent reconnaître la volonté d'autonomie des universités et des individus (les clients), bien qu'ils l'instrumentalisent pour les objectifs prédéterminés par la logique de valorisation du Capital. D'une part, les universités sont de plus en plus soumises à la discipline du marché pour assurer leur financement, et d'autre part, le sujet est conçu comme un entrepreneur de lui-même qui s'autorégule en fonction des informations transmises par son environnement. Dans un langage fondamentalement orwellien qui confond liberté et adaptation, l'OCDE soutient que « dans des sociétés axées sur le savoir [...] il est nécessaire que les établissements jouissent d'une certaine autonomie de fonctionnement, les mécanismes du marché étant par ailleurs souvent plus efficaces que les administrateurs pour réguler l'offre et la demande de divers types de formation assurés à une variété de groupes de clients¹. »

Dans l'« économie du savoir », on assiste donc à une restructuration de l'ensemble des institutions sociales sous la forme d'une relation partenariale qui se tisse ainsi entre l'État, l'entreprise et l'université. Les sociologues de l'innovation Leydesdorf et Etkowitz² nomment « triple hélice » ce modèle d'interrelations réticulées. Le modèle de la triple hélice s'appuie sur le constat selon lequel dans le nouveau mode de production de la connaissance, le mode 2, la connaissance et la recherche sont cruciales dans le développement économique. Selon ces sociologues, ces diverses institutions sociales (État, université, industrie) doivent se restructurer pour faire en sorte que les frontières qui les séparent s'estompent. L'État devient de plus en plus comme une entreprise, l'entreprise comme un État, et l'université se transforme en une université entrepreneuriale dont le rôle passe « de la valorisation de la connaissance à la création de la valeur³ ».

Dans ce processus de dé-différentiation fonctionnelle, les diverses institutions sociales adoptent les mêmes normes de prises de décisions fondées sur l'efficacité technique induite par la logique de valorisation du Capital. Il s'avère de moins en moins pertinent d'envisager ces structures institutionnelles comme si elles étaient autonomes, chacune d'elles prenant une forme organisationnelle. Cette mutation des institutions en organisations⁴ implique que les frontières entre le public et le privé disparaissent: chaque organisation peut assumer le rôle de l'autre. En valorisant la commercialisation des résultats des recherches financées par des deniers publics et en participant à la création de *spin-offs*⁵, l'université joue un rôle de

1. OCDE, « Évolution des modes de gouvernance dans l'enseignement supérieur », *op. cit.*, p. 67.

2. Loet Leydesdorf et Henry Etkowitz, « Le Mode 2 et la globalisation des systèmes d'innovation nationaux », *Sociologie et Sociétés*, vol. 32, n° 1, 2000, p. 135-156.

3. Slogan du Bureau de la valorisation de la recherche de l'Université d'Ottawa, <<http://www.vrnt.uottawa.ca/index.asp>>.

4. À ce sujet, voir Michel Freitag, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec et Paris, Nuit blanche et La Découverte, 1995.

5. Entreprises dérivées.

sous-traitance pour l'industrie et devient un lieu privilégié de l'accumulation du capital. L'État se subordonne aux objectifs de l'industrie et se constitue comme un pôle privilégié nécessaire à l'accumulation du capital. Il soutient le développement technoscientifique en créant des programmes de financement et des politiques de déréglementation en matière de finance et de propriété intellectuelle¹. Pour sa part, l'industrie joue de plus en plus le rôle des universités en produisant de nouveaux savoirs en vue de les exploiter. Les entreprises privées désirent également que leurs employés se recyclent continuellement afin de pallier l'obsolescence programmée de leur savoir, ce qui permettra aux universités de développer des programmes de formation continue. L'industrie entretient de plus en plus de relations partenariales avec les universités afin qu'elles se transforment en usines de production de brevets et de capital humain. L'entreprise extrait de manière plus intensive le savoir et la connaissance des travailleurs et transforme ses pratiques pour devenir une « organisation apprenante² ». En somme, les entreprises deviennent de plus en plus comme des universités et les universités de plus en plus comme des entreprises, et les États s'apparentent également aux entreprises, et vice versa.

Assurance-qualité : mesurer le capital humain

Le projet de l'OCDE d'arrimer par la planification l'offre de « capital humain » (main-d'œuvre) à la demande des entreprises et aux impératifs de la croissance de la valeur sera remis en question par la crise du mode de production fordiste. La difficulté d'anticiper les besoins rapidement changeants des marchés, le plafonnement des profits, la baisse de productivité observée à partir des années 1970, et radicalisée dans les années 1990, pousseront les technocrates de l'OCDE à réviser leur position et à vouloir réformer l'enseignement pour venir au secours d'une accumulation en essoufflement.

À cette fin, l'ancien cadre qui soumettait la production de capital humain à un monopole d'État déterminé par une rationalité légale devait, selon l'OCDE, être remplacé par un mécanisme de quasi-marché décentralisé axé sur la flexibilité des travailleurs, la transférabilité des compétences et la formation continue tout au long de la vie. Afin d'arrimer adéquatement la formation des appren-

1. Le gouvernement du Canada a annoncé dans son dernier budget que « le Conseil national de recherche réoriente ses activités vers la recherche dirigée par l'entreprise et pertinente pour l'industrie ». Pratiquement toutes les mesures qu'on y trouve sur la recherche (voir p. 57 et 58 du document) parlent de « partenariat avec l'industrie », de commercialisation, de « recherche dirigée par l'entreprise », etc. Les trois organismes subventionnaires de la recherche devront également se serrer la ceinture afin d'investir davantage dans ce genre de recherche. Les IRSC (santé) et le CRSNG (sciences et génie) devront couper 15 millions de dollars chacun cette année, et le CRSH (sciences humaines) 7 millions de dollars, afin que « le gouvernement (réinvestisse) la totalité des économies réalisées en 2012-2013 dans les enjeux prioritaires des conseils subventionnaires, en particulier, les partenariats entre l'industrie et les universités. » (p. 304). Jean-François Cliche, « Budget fédéral : la science au service de l'industrie », *Le Soleil*, le vendredi 30 mars 2012.
2. Voir Dominique Foray, *L'économie de la connaissance*, Paris, La Découverte, 2000.

tissages de la nouvelle force de travail postfordiste et polyvalente, il convenait de brancher cybernétiquement l'offre de formation sur les fluctuations des marchés. C'est le concept de « qualité » et les mécanismes « d'assurance-qualité » qui viendront remplir ce rôle.

Pour remédier aux contradictions du fordisme, l'objectif de l'OCDE est de réformer les « systèmes d'information et de prise de décision sur le capital humain »¹. L'éducation ne doit plus être conçue comme un « monopole » d'État où l'offre de programmes est déterminée par la planification centralisée. C'est maintenant à un mécanisme de marché, articulé autour de l'indicateur de signal-prix qu'est le salaire, que l'on confie le soin de déterminer ce qu'est une formation « pertinente » (*relevant*) et de « qualité ».

Dans la nouvelle « économie du savoir », donc, la distinction entre institutions publiques et entreprises se brouille. Le savoir est réduit à la formation de la main-d'œuvre dans le but d'optimiser la production de la valeur. Ce n'est plus le ministère de l'Éducation qui détermine la pertinence et la qualité des programmes sur une base historique. C'est maintenant le marché qui attribue une valeur élevée à certaines formations et compétences pour lesquelles il y a une demande à court terme. Cette « valeur » imputée se traduit par le « prix de location » de la force de travail (le salaire).

C'est pourquoi, par exemple, on a récemment choisi en Angleterre de publier le salaire des diplômés. On estime que les étudiants, qui paient des frais de scolarité élevés et qui sont lourdement endettés, réagiront tout naturellement à ce signal-prix communicationnel-informationnel en se dirigeant vers les domaines les plus rentables parce que plus « pertinents » du point de vue du processus de valorisation. En effet, plus il en coûte cher d'étudier, à la suite des hausses de frais de scolarité massives, et plus le choix de la formation et des compétences dans lesquelles on va « investir » devient un placement risqué. Ce type de « mécanisme incitatif » est complété par l'instauration de systèmes d'évaluation en continu de la « pertinence » et de la qualité des programmes.

Pour que l'offre de programmes, les choix des individus et la demande des employeurs soient bien arrimés, on installe, en s'inspirant du management de « qualité totale », des mécanismes *d'assurance-qualité* (analogues aux pratiques d'évaluation et de certification qui prévalent dans le secteur privé). Des pouvoirs d'expertise externe évaluent en permanence les retombées économiques liées à l'acquisition de certaines compétences. Ensuite, dans une opération de *feedback*, un signal est envoyé pour ajuster l'offre de programmes et pour diriger les individus vers les domaines jugés plus rentables. C'est ainsi que fonctionne le « marché du capital humain ».

Il s'agit de mettre en place « des normes et institutions d'un type nouveau ». La nouvelle norme s'attaque latéralement et verticalement aux anciennes formes héritées des corporations médiévales, soumises à la norme du respect de la tradition et du patrimoine, pour soumettre la production et la diffusion du savoir, la

1. OCDE, *Mesurer le capital humain*, Paris, 1996.

recherche et la formation à un nouveau critère hétéronome : la nouvelle norme produite par l'appel d'air de la médiation autosuffisante de la valeur qui aspire dans son trou noir toute forme d'activité pour se maintenir comme abstraction. L'objectif est d'ouvrir les institutions traditionnelles, de décroiser la « prise de décision » sur le « capital humain » et de la brancher en boucle sur le système de la valorisation.

Pour les individus, cela veut dire qu'ils n'auront plus de statut professionnel basé sur la reconnaissance d'une autorité : le « prix de location » de leur force de travail se mesurera à la somme des compétences acquises antérieurement dans leurs « antécédents de formation » (EAF), constamment renouvelés à travers la formation continue. L'homologie relative entre ces compétences, sur lesquelles le salarié détient un « droit de propriété », et les besoins immédiats de la production/valorisation détermineront le montant du prix de location de la force de travail qui sera fixé par contrat, après quoi le salarié sera lâché dans le vide comme une ressource consommée. L'instauration de la comptabilité du savoir et de mécanismes d'assurance-qualité est ainsi inséparable d'une flexibilisation du marché du travail et d'une atomisation et déqualification radicale des sujets « producteurs » pour en faire des entités polymorphes infiniment adaptables.

Ce sont les gouvernements eux-mêmes qui développent une comptabilité de la valeur du savoir et des « actifs incorporels » ou immatériels : un gouvernement ne « subventionne » plus l'éducation, il « investit » dans un « stock de capital humain » en vertu de bilans et de signaux produits par des procédures d'évaluation et de contrôle de la « qualité » marchande. C'est la « connaissance de l'investissement » qui le détermine normativement. Corollaire : un programme jugé non pertinent et de mauvaise qualité, c'est-à-dire incapable de servir mimétiquement dans la compétitivité économique nationale, sera aboli¹. C'est cette « compétitivité » qui fait en sorte que les nations du monde se font la guerre par universités interposées pour avoir le privilège d'être en avance sur les autres dans la guerre économique. Mais au final, c'est le maître Capital qui gagne dans cette lutte à mort des peuples esclaves; la course au savoir est une sorte de course à l'armement où les idées ont remplacé les missiles, et où le seul vainqueur est le Sujet automate jouisseur qu'est le Capital.

Ce « capitalisme académique² » n'est pas nouveau. Déjà, dans l'après-guerre, la formation orientée par la planification centralisée inculquait des aptitudes qui correspondaient aux besoins de la production de masse. C'est la tentative de surmonter la contradiction interne du Capital qui pousse à transformer les institutions pour les orienter vers l'innovation systématique en vue de retarder

1. C'est le cas du programme de philosophie de la Middlesex University en Angleterre qui a été aboli. À ce sujet voir, Nina Power, « A blow to philosophy, and minorities », *The Guardian*, le jeudi 29 avril 2010, <<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/apr/29/philosophy-minorities-middlesex-university-logic>>.

2. Sheila Slaughter et Larry L. Leslie, *Academic Capitalism. Politics, Policies, and the Entrepreneurial University*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999.

l'effondrement du système. Cela exige de favoriser la « flexibilité du système institutionnel », de telle sorte qu'il s'harmonise au nouveau régime postmoderne d'accumulation flexible. On va alors « éliminer certaines des connaissances héritées du modèle technologique de Ford » et ne plus s'intéresser qu'aux informations pertinentes à court terme dans le processus de valorisation. Le nouveau rôle de l'État n'est plus de pallier les défaillances sociales des marchés, mais de garantir pour tous la possibilité d'être exploités, moyennant endettement, dans le mouvement de valorisation du capital à travers la crétinisation de l'humain¹.

La bioéconomie : en route vers la barbarie avec l'OCDE

La plus récente crise économique a montré les limites de la stratégie d'accumulation néolibérale qui repose sur l'endettement, la spéculation financière et la marchandisation du savoir. Le Capital en crise cherche désespérément de nouveaux secteurs pour se valoriser. Dans le contexte de crise économique, sociale et écologique, l'OCDE envisage d'accumuler en transformant l'économie en bioéconomie². Cette nouvelle stratégie d'accumulation caractérise essentiellement ce que Naomi Klein nomme le capitalisme du désastre³ qui consiste à valoriser le capital à partir de ce que la logique d'accumulation illimitée du capital tend à détruire. Elle révèle l'une des contradictions fondamentales du capital qui, au-delà de celle opposant le capital au travail, repose sur le rapport entre l'homme et la nature. Marx explicitait cette contradiction dans le chapitre du *Capital* portant sur le machinisme, où il soulignait que « [...] la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur⁴ ». Le Capital cherche à dépasser cette limite naturelle en transformant l'essence même de l'humain et de la nature, notamment à travers le projet de bioéconomie développé par l'OCDE.

La bioéconomie repose, selon l'OCDE, sur l'application des innovations biotechnologiques dans trois secteurs clés de l'économie : l'agriculture, la santé et l'industrie. En agriculture, l'application de la biotechnologie devrait permettre d'améliorer génétiquement les variétés de plantes et d'animaux afin de résoudre les problèmes alimentaires dans les pays en développement. Dans le domaine de la santé, les recherches dans le domaine de la génétique devraient permettre de découvrir de nouveaux médicaments et d'ainsi prolonger la vie pour les classes de la population en mesure de se procurer ces nouveaux traitements. Dans le domaine industriel, la biotechnologie vise à utiliser de nouveaux biocarburants afin de remplacer les anciennes énergies fossiles. L'Union européenne a d'ailleurs

1. À ce sujet, voir Gilles Chatelet, *Vivre et penser comme des porcs. De l'envie à l'ennui dans les démocraties-marchés*, Paris, Folio actuel, 1999.

2. OCDE, *The Bioeconomy to 2030. Designing a Policy Agenda*, Paris, 2009.

3. Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Paris, Actes Sud, 2008.

4. Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, Paris, PUF, 1993 [1867], p. 567.

annoncé en février dernier qu'elle allait miser sur la bioéconomie comme stratégie de sortie de crise¹. Le Canada souhaite également se lancer dans le développement de la bioéconomie. Dans le cadre du dernier budget fédéral, plus de 60 milliards en trois ans ont notamment été alloués à Génome Canada afin qu'il lance un nouveau concours de recherche appliquée dans le domaine de la santé humaine.

Ce projet nous plonge dans la barbarie puisqu'il s'agit d'une négation de l'humanité de l'homme, donc de la vie qui est au fondement de toute culture². La crise du Capital nourrit son devenir total, voire totalitaire, en ce que la logique d'accumulation du capital en crise repose sur la privatisation de la substance même de notre être social, le commun. Selon le philosophe slovène Slavoj Žižek, cette privatisation est un acte de violence auquel on doit résister par la force, si nécessaire³. En clair, pour enrayer la barbarie vers laquelle nous pousse inéluctablement la logique de l'accumulation illimitée du capital, la seule solution envisageable demeure celle de la défense du commun, notion au fondement même de l'idée du communisme⁴.

1. Louis-Gilles Francoeur, « L'Europe mise sur la bioéconomie. La production alimentaire et la consommation sont à revoir », *Le Devoir*, 21 février 2012.

2. Michel Henry, *La barbarie*, Paris, PUF, 1987.

3. Slavoj Žižek, « How to begin from the beginning », *New Left Review*, n° 57, May-June 2009, p. 53.

4. Alain Badiou et Slavoj Žižek, *L'idée du communisme*, Paris, Lignes, 2009.